



POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle



Table des matières

1	Fondement de la politique	2
1.1	Mission	2
1.2	Principe	2
1.3	Support aux promoteurs	3
1.4	Critères d'évaluation	3
1.5	Décision d'investissement	3
1.6	Frais d'ouverture de dossier	4
2	Fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle	4
2.1	Entreprises et entrepreneurs admissibles	4
2.2	Projets admissibles	4
2.3	Dépenses admissibles	5
2.4	Critères d'investissement	5
2.5	Financement	5
2.6	Montant de l'aide financière	5
2.7	Mise de fonds	6
2.8	Modalités de financement	6
2.9	Conditions supplémentaires	6
2.10	Recouvrement	6
3	Éthique et déontologie	6
4	Fin du programme	6

1 Fondement de la politique

1.1 Mission

En matière de développement économique local, la Loi sur les compétences municipales fait état qu'une municipalité a compétence dans le « développement économique local », dans la mesure prévue au chapitre 3, les dispositions de cette loi accordent aux municipalités des pouvoirs leur permettant de répondre aux besoins municipaux, divers et évolutifs, dans l'intérêt de leur population. Les municipalités peuvent intervenir directement en contribuant à divers fonds d'investissement et par divers programmes créés à des fins de développement économique local.

Une telle intervention rend possibles notamment le développement et le soutien de l'entrepreneuriat afin de créer et de maintenir des emplois dans la municipalité tout en respectant ses moyens et ses besoins.

Le fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle a pour mission de favoriser l'accompagnement auprès d'entrepreneurs et est versé à des projets visant à exploiter et implanter une entreprise du secteur privé sur le territoire de la Municipalité de Labelle.

1.2 Principe

Doter la Municipalité de Labelle d'un Fonds de soutien à l'entrepreneuriat géré en partenariat avec la Corporation de Développement économique de la MRC des Laurentides (CDE).

En 2024, ce fonds dispose d'une somme de 50 000 \$, qui est versé dans un compte « Labelle » à la CDE et une résolution du conseil municipal lui en délègue la gestion. Une entente annuelle de gestion est conclue entre la municipalité et la CDE pour encadrer les rôles et responsabilités de chacune des parties. Cette entente, ainsi que les fonds s'y rattachant, pourrait être renouvelable à la suite de l'évaluation des résultats et des impacts.

Le plan d'action de la CDE énonce clairement sa volonté d'appuyer les municipalités dans leurs enjeux de développement socio-économique. De plus, dans sa mission axée sur le développement local, la CDE se veut un acteur de premier plan visant à renforcer le partenariat entre le monde municipal, la communauté d'affaires et les entrepreneurs.

1.3 Support aux promoteurs

Les promoteurs qui s'adressent à la CDE sont en droit de s'attendre à recevoir les services suivants :

- Accueil et accompagnement dans leurs projets;
- Soutien technique;
- Recherche de financement auprès des partenaires;
- Analyse de leur dossier.

1.4 Critères d'évaluation

Tout projet d'affaires fera l'objet d'une évaluation sommaire afin de déterminer le type d'intervention financière possible ainsi que son niveau. Cette évaluation portera sur chacun des critères suivants :

- Mise de fonds;
- Expérience du promoteur;
- Création et maintien d'emplois;
- Secteur d'activité;
- Localisation;
- Impact sur le milieu;
- Type de projet;
- Implication du milieu;
- Implication de diverses sources de financement.

1.5 Décision d'investissement

Un comité d'investissement est constitué et nommé par le conseil municipal de Labelle. Ce comité est responsable d'établir les orientations de la présente politique. Son rôle est d'analyser et de recommander l'octroi des aides financières en fonction de la disponibilité des fonds et en conformité avec sa politique d'investissement.

Ce comité est composé des représentants suivants :

- Le directeur général de la CDE
- La directrice générale de la Municipalité de Labelle
- La mairesse de Labelle ou son substitut
- Le/la conseiller(e) municipal(e) responsable du comité de développement économique
- Deux représentants du milieu socio-économique de Labelle

1.6 Frais d'ouverture de dossier

Chaque promoteur devra compléter et signer une demande d'aide financière. **L'ouverture du dossier est assortie à des frais non remboursables de 150\$;**

La Municipalité de Labelle versera à la Corporation de développement économique de la MRC des Laurentides (CDE) un montant de 250 \$ par dossier analysé;

Lorsqu'un projet est déposé à plusieurs programmes de la corporation ou de la MRC des Laurentides, un seul frais d'ouverture de dossier sera facturé au client, soit le plus élevé.

N.B. Ces frais pourront faire l'objet d'une révision annuelle.

2 Fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle

La politique d'investissement du Fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle est déterminée selon les règles définies ci-après.

2.1 Entreprises et entrepreneurs admissibles

Pour être admissibles au programme, les entreprises doivent :

- Être légalement constituée;
- Avoir leur place d'affaires sur le territoire de la municipalité de Labelle;
- Avoir un propriétaire âgé d'au moins 18 ans;
- Respecter les multiples réglementations en vigueur dont le règlement d'urbanisme de la municipalité;
- N'avoir aucun arrérage de taxes municipales, de quelque nature que ce soit, n'avoir aucun dû pour l'unité d'évaluation visée par la demande;
- Peuvent être admissibles les occupants plutôt que les propriétaires d'un immeuble visé au premier alinéa, et qui remplissent les autres conditions qui y sont prescrites.

EXCLUSIONS

Les organisations ou projets à caractère sexuel, religieux ou politique ou ayant des activités qui portent à controverse, par exemple : agence de rencontre, jeux de guerre, armement, tarot, astrologie, cours de croissance personnelle, boutique de prêts sur gages, toute autre activité jugée non prioritaire pour le milieu.

2.2 Projets admissibles

L'objectif du programme de soutien financier est de soutenir un projet :

- En démarrage, en croissance, en expansion, en processus de relève ou de consolidation;
- S'appuyant sur un plan d'affaires et des prévisions financières démontrant une croissance;
- S'appuyant sur une preuve de conformité à la réglementation d'urbanisme de la municipalité de Labelle;
- En conformité avec le plan de développement stratégique-économie et emploi- de la MRC des Laurentides ;
- Favorisant la mise en place d'outils numérique permettant d'améliorer l'efficacité et/ou la productivité de l'entreprise;

- Démontrant la création ou le maintien d'au moins un emploi permanent à temps plein. La création de plusieurs emplois constitue un atout;
- Ayant une mise de fonds provenant du promoteur équivalent à au moins le montant de la contribution du fonds (1 \$ pour 1 \$) ou d'un montant significatif reconnu par le comité d'investissement.

2.3 Dépenses admissibles

- Les dépenses en capital telles : terrain, bâtisse, équipement, machinerie, matériel roulant, frais d'incorporation ou toute autre dépense de même nature à l'exception des dépenses d'achalandage;
- L'acquisition de technologies, de logiciels ou progiciels, de brevets ou toute autre dépense de même nature excluant cependant les activités de recherche et de développement;
- Les besoins de fonds de roulement se rapportant strictement aux opérations de l'entreprise calculées pour la première année d'opération.

2.4 Critères d'investissement

Le projet doit engendrer des retombées économiques significatives, notamment en termes d'investissement, d'effet de levier, de création ou de maintien d'emplois et de pérennité de l'entreprise;

Les promoteurs doivent démontrer une connaissance et une expérience pertinentes du domaine ainsi que des connaissances et aptitudes en gestion.

2.5 Financement

Le Fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle a pour objectif de favoriser l'entrepreneuriat et la création d'emplois sur le territoire de la municipalité de Labelle en accordant à des entrepreneurs ayant un projet une aide financière non remboursable;

À la discrétion du comité, un montant supplémentaire pourra également être accordé sous forme de prêt sans intérêt remboursable sur une période ne dépassant pas 36 mois;

Une seule demande d'aide financière pourra être déposée par année (365 jours) pour une même entreprise.

2.6 Montant de l'aide financière

Le montant de l'aide financière sera déterminé par le comité d'investissement à la suite de l'analyse de l'ensemble du dossier et sera réparti entre une aide financière non remboursable et/ou sous forme de prêt sans intérêt;

L'aide financière non remboursable provenant du fonds entrepreneurial de Labelle ne peut pas excéder un cumul de 20 000 \$ par entreprise;

Si le cumul de l'aide financière non remboursable atteint la somme maximale de 20 000 \$, l'entreprise aura toujours l'opportunité de faire une demande d'aide financière remboursable;

Le comité se réserve également le droit de revoir les modalités de l'aide financière qui sera consentie, lorsque jugé nécessaire.

2.7 Mise de fonds

La mise de fonds du ou des promoteurs devrait atteindre au moins 50% du total des coûts admissibles du projet. Pour certains dossiers, cette exigence pourrait être plus élevée.

2.8 Modalités de financement

Tous les projets feront l'objet d'un protocole d'entente entre la CDE et l'entreprise;

L'aide financière sera versée en fonction de la recommandation du comité d'investissement et seulement lorsque toutes les conditions préalables seront remplies;

Sur réception de l'avis d'acceptation, le promoteur a un délai d'un (1) an pour exécuter son projet;

Un formulaire de rapport final sera remis au promoteur par la CDE et devra être complété au terme du projet. Ce rapport témoignera de la nature des travaux effectués et des dépenses encourues et sera accompagné des pièces justificatives (factures et preuves de paiements) liées aux dépenses encourues.

2.9 Conditions supplémentaires

Il est primordial d'informer la CDE de toute intention de changement qui peut modifier les activités ou la propriété de l'entreprise. La CDE évaluera alors la pertinence de maintenir ou non la subvention accordée au promoteur;

La CDE peut réclamer au promoteur le remboursement de l'aide financière si l'une des conditions d'admissibilité n'est plus respectée ou si les activités de l'entreprise ne sont pas maintenues sur le territoire de la municipalité pour une période minimale de trois ans.

2.10 Recouvrement

Dans les situations de non-respect des obligations du promoteur envers le Fonds de soutien à l'entrepreneuriat de Labelle, la CDE mettra tout en œuvre pour régulariser la situation et, s'il y a lieu, aura recours à tous les mécanismes et les procédures légales mis à sa disposition pour récupérer ses investissements.

3 Éthique et déontologie

L'évaluation des dossiers d'entreprises par le comité d'investissement se fait en toute confidentialité et en toute impartialité.

4 Fin du programme

La Municipalité de Labelle se réserve le droit de mettre fin à cette politique d'aide en tout temps par résolution du conseil;

La présente politique sera abolie automatiquement advenant toute modification législative mettant fin aux pouvoirs accordés en vertu de la Loi sur les compétences municipales.